

monde-diplomatique.fr

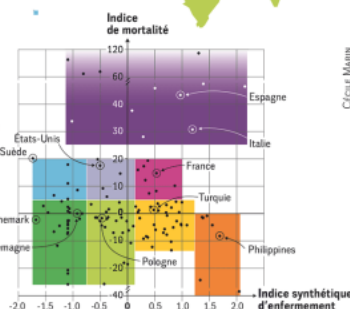
Bonnes intentions et vieilles habitudes

Théo Boulakia, Nicolas Mariot

6-7 minutes

Confrontés à une pandémie au printemps 2020, des gouvernements disposant des mêmes informations parcellaires réagissent différemment. Les uns décident d'imposer un confinement strict, d'autres non. Comment l'expliquer ? La saturation des services de soins a naturellement pesé dans la décision. En Europe, la France, l'Italie et l'Espagne ont connu des foyers de contamination importants et précoces, contrairement au Danemark. Mais ce facteur ne suffit pas. À en croire les images diffusées lors des informations télévisées de l'époque, un « modèle chinois » de confinement inauguré dans la ville de Wuhan en janvier 2020 se serait uniformément propagé dans le sillage du virus.

Ce récit de la contagion occulte les continuités entre les politiques de pandémie et les styles de gouvernement antérieurs. Il masque l'instrumentalisation des confinements opérée par certains États à des fins de répression politique. Ainsi, aux Philippines, la longue « guerre contre le virus » menée par M. Rodrigo Duterte, alors président, reprend la rhétorique et les instruments de la sanglante « guerre contre la drogue » entamée des années plus tôt. En Ouganda, le couvre-feu imposé par le président Yoweri Museveni s'inspire de la gestion militarisée du virus Ebola. En Colombie, les confinements mis en œuvre



nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale » (M. Emmanuel Macron, 16 mars 2020). Les motivations des deux dirigeants différaient assurément. Mais rien ne ressemble autant à un confinement autoritaire qu'un confinement bienveillant.

Les réactions face à la pandémie tiennent aussi à l'histoire de chaque pays. Une étude montre ainsi que les États les plus répressifs en temps ordinaire se montrent plus enclins à adopter des mesures de confinement et de couvre-feu, qu'ils les mettent en place plus tôt (par rapport aux premiers cas de Covid-19 dans le pays) et les maintiennent plus longtemps. L'analyse se confirme pour l'Europe lorsqu'on fait varier le degré d'enfermement — mesuré à la fréquentation des espaces verts au printemps 2020 — en fonction des effectifs des forces de l'ordre : à une plus forte concentration policière correspond une fréquentation réduite des espaces naturels. On observe une parenté entre pays du sud et pays de l'est du continent, lesquels s'opposent au bloc nord-européen (voir « [Restrictions de sorties et surveillance](#) »). On pourrait, certes, en conclure que les États les plus équipés pour maintenir l'ordre réussissent mieux à enfermer leurs citoyens. Mais l'interprétation correcte se révèle beaucoup plus simple : les élites politiques habituées à gouverner sans police choisissent de ne pas assigner leur population à domicile.

« Non, ce n'est pas une guerre »

On peut ainsi douter que la mondialisation de l'enfermement ait été portée par le virus de la sollicitude. Les confinements punitifs ont moins découlé de bonnes intentions que de vieilles habitudes. Celle du rapport entre police et citoyens, par exemple. Aux Pays-Bas, où le taux de verbalisation fut vingt-huit fois moindre qu'en France au printemps 2020,

les forces de l'ordre durent faire respecter l'interdiction des rassemblements de plus de deux personnes à moins d'un mètre et demi de distance. Mais, contrairement à leurs homologues français, les policiers néerlandais fondaient explicitement leur action sur la discussion et la conciliation, la sanction ne devant intervenir qu'en dernier ressort. Dans les faits, les habitants pouvaient se promener quasi librement, y compris en s'asseyant sur les bancs ou pelouses des parcs, à la condition de ne pas se réunir. En avril 2020, les autorités néerlandaises publiaient à destination des agents de l'État un « Manuel de communication stratégique sur le coronavirus » qui proscrivait tout langage guerrier et toute insistance sur les seuls « ordres et interdits » au profit des messages insistant sur la dimension collective de la lutte contre le virus (« *Tout commence et se termine avec et par l'implication de tous* »). Le 8 mai, le premier ministre refusa énergiquement le durcissement des règles sur le modèle de certains voisins en expliquant : « *Je n'aimerais pas vivre dans de tels pays. Je ne veux pas jouer au shérif.* » Il rejoignait les mots du président de la République fédérale d'Allemagne, M. Frank-Walter Steinmeier, qui, dans une rare prise de parole un mois plus tôt, avait affirmé : « *Non, cette pandémie n'est pas une guerre.* » Le responsable régional d'une agence de sécurité néerlandaise renchérissait en avançant qu'un État dépendant de la seule mise en œuvre de la force était un « *État faible* ». À leurs yeux, le rôle des pouvoirs publics ne consistait pas, même en situation de crise, à agir comme si les citoyens étaient des « *enfants irresponsables* ».